

BRESIL ● Suite de la page 5.

et Juan Peron en Argentine. En plus de ses préjugés relativement à des concessions, Wall Street est mortellement effrayé que tout pas dans cette direction ne fasse qu'ouvrir la porte à une révolution de type cubain. Le cours « éclairé » de Goulart était inacceptable. A leur façon, les dirigeants de l'hémisphère occidental rendent hommage à la validité de la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

Au sein des événements du Brésil, le discours prononcé par Mann le 17 mars constituait une approbation du complot machiné par les généraux, les amiraux et les gouverneurs réactionnaires. Tout cela fut surabondamment prouvé quand le président Johnson adressa le 2 avril, le jour même où Goulart se rendait en exil, un télégramme offrant ses « vœux les plus chaleureux » à Ranieri Mazzilli, le valet désigné pour la présidence par les comploteurs, et quand le secrétaire d'Etat Dean Rusk affirma le 3 avril que les Etats-Unis « œuvraient très étroitement » avec le régime qui avait renversé le gouvernement constitutionnellement établi de Goulart.

Les raisons de l'intérêt manifesté par Johnson dans le succès des comploteurs du Brésil vont de soi. Dans sa campagne pour la présidence en novembre prochain, il compte utiliser le coup d'Etat contre-révolutionnaire au Brésil comme un grand triomphe d'une nouvelle politique « anti-communiste » en Amérique latine qu'il aurait personnellement inaugurée avec Thomas C. Mann et qui, en contraste avec la Chine et Cuba, « aurait sauvé le Brésil du communisme ». En outre, il espère mobiliser le Brésil pour prendre de nouvelles mesures dirigées contre la révolution cubaine. Dans sa conférence de presse du 3 avril, Rusk donna à entendre que le Brésil pourrait maintenant se joindre au Département d'Etat en vue d'exercer davantage de pression sur le gouvernement de Castro.

Par dessus le marché, l'impérialisme américain espère de toute évidence que le tournant opéré au Brésil, le pays le plus grand et le plus peuplé de l'Amérique latine, non seulement empêchera cette puissance de glisser dans la révolution mais établira un nouveau modèle pour tout l'hémisphère, encourageant peut-être même la caste militaire du Chili à s'engager dans de semblables opérations dans son pays avant les élections du 4 septembre qui présagent une victoire pour la gauche.

RECULER POUR MIEUX SAUTER

Toutefois, le coup d'Etat du Brésil ne s'avèrera pas durable. Il ne peut que retarder la révolution et en accroître le caractère explosif. Le nouveau régime suivra évidemment le modèle classique de ses nombreux prédécesseurs. Il cherchera à stabiliser la situation par des mesures répressives. Déjà des centaines de militants syndicaux ont été arrêtés et l'épuration s'étend à des milliers estimés à peine libérés. Ces mesures n'ont pas seulement pour but de décapiter l'opposition ou l'opposition potentielle, mais de préparer le terrain pour des mesures d'« austérité » destinées à trouver une solution temporaire à la faillite proche du Brésil aux dépens des conditions de vie des masses.

Mais de telles mesures ne pourront résoudre les problèmes économiques de l'ampleur de ceux qui sont posés au Brésil. Ils déconcentrent essentiellement des rapports entre le Brésil et les centres impérialistes et impliquent le « fossé qui s'élargit » notoirement entre les niveaux des secteurs impérialistes et des secteurs coloniaux du monde capitaliste international. L'économie outrageusement déséquilibrée du Brésil, sa structure agraire vétuste, ses investissements incorrects, l'inflation galopante et le chômage cancéreux y trouvent leur virulence particulière. De tels maux profondément enracinés ne peuvent être corrigés par la voie capitaliste dans le monde d'aujourd'hui ; cette voie est bloquée par les besoins de l'impérialisme et les craintes des capitalistes indigènes à prendre des mesures vigoureuses contre les vestiges féodaux. La seule issue se trouve dans une rapide expansion de la productivité au moyen d'une économie

planifiée qui serait reliée aux économies planifiées des Etats ouvriers. Cette vérité élémentaire s'est infiltrée dans la conscience des masses à travers tout le monde colonial.

L'illusion lamentable que le Brésil peut être stabilisé en instaurant des mesures d'« austérité » se heurte à une autre difficulté. Le standard de vie au Brésil se trouve déjà au plus bas. Dans certaines régions du pays, notamment au nord-est, le niveau est aussi bas que celui de l'Inde et, depuis plusieurs années, des tensions explosives s'accroissent notamment dans la paysannerie. Un effort pour réduire encore plus la consommation de choses aussi élémentaires que la nourriture, le logement et l'habitation, en face de richesses fastueuses et de privilèges spéciaux aveuglants, peut rapidement s'avérer tout à fait insupportable. Augmenter davantage la terreur, c'est-à-dire tenter de donner une solution de type nazi, se montrerait tout à fait difficile au Brésil, bien que certains éléments soient visiblement prêts à s'engager sur cette voie. Même s'ils réussissaient, l'issue finale serait identique à celle à laquelle ont abouti Batista à Cuba et Tehang Kai Chek en Chine, mais dans des délais beaucoup plus courts en raison des conditions mondiales présentes. Le Brésil n'a comme perspective qu'une grande instabilité.

Les principaux dirigeants de la classe ouvrière brésilienne se sont avérés malheureusement ne pas être à la hauteur des nécessités de la situation. Alors que le complot contre-révolutionnaire se développait presque ouvertement ils paraissaient incapables de saisir ce qui se passait réellement. Ils furent trahis par cette politique fatale de confiance dans les secteurs soi-disant « progressifs » de la bourgeoisie nationale et de soutien de ceux-ci, au lieu de compter sur leurs propres capacités et la puissance des masses et d'établir hardiment une ligne d'action politique indépendante. En faisant confiance à Goulart, ils ont rendu les choses plus faciles pour Carlos Lacerda, le sinistre gouverneur réactionnaire du Guanabara, ex membre du Parti communiste, l'âme damnée du complot qui a renversé le gouvernement fédéral. Tout comme dans d'autres pays, les ouvriers brésiliens ont à payer un prix amer pour les décennies de politique stalinienne de « coexistence pacifique » avec les classes capitalistes du Brésil et des Etats-Unis.

Le Parti communiste à présent a des effectifs et une influence bien réduits et il est divisé en deux secteurs, l'un pro-Khrouchchev, l'autre pro-Pékin. Cette dernière aille ainsi que d'autres courants de pensée socialiste, offrent quelque espoir d'aider à fournir le noyau pour la construction de la direction marxiste-léniniste et du parti de masse socialiste révolutionnaire nécessaires, mais à la condition qu'ils évitent de répéter les vieilles fautes stalinienne sous des étiquettes nouvelles, dans certains cas pas si nouvelles que cela. Le plus grand espoir serait que ces militants continuent à étudier avec soin l'exemple de la révolution cubaine, avant tout le fait que la direction du 26 juillet ait reconnu, après la prise du pouvoir, l'importance de construire un parti révolutionnaire socialiste. Dans un pays aux rapports de classe aussi développés, aussi durs et aussi complexes que ceux du Brésil, c'est une question absolument cruciale comme les événements récents viennent de le prouver une fois de plus.

Bien que le dernier mot n'ait pas encore été dit par les ouvriers et les chômeurs habitant les misérables « favelas » grouillantes des principales villes du Brésil, la carence de leur direction présente face aux occasions exceptionnelles et au danger aigu de la contre-révolution peut provoquer maintenant un déplacement temporaire de l'axe politique vers les campagnes. Le besoin principal du Brésil est une réforme agraire radicale. Les paysans se sont organisés pour cela, principalement sous la direction de Francisco Juliao, et leurs espoirs furent sans aucun doute stimulés par les mesures projetées en février et mars par Goulart. Ils peuvent être amenés à prendre les choses dans leurs propres mains. Ceci pourrait marquer le commencement d'une lutte de classe de caractère féroce — étant donné la résistance aveugle des propriétaires terriens à n'importe quelle concession — lutte qui éventuellement aboutirait dans les villes.

Aussi bien, que la minorité contre-révolutionnaire semble s'être assurée une emprise solide sur le pouvoir gouvernemental au Brésil, son acte de désespoir pourrait bien n'être que le prélude au grand bouleversement social qu'aucune force au monde ne pourra longtemps réprimer.
5 avril 1964.

SOUSLOV, LUKACS et quelques autres

La rupture idéologique de fait, intervenue entre les partis communistes de l'Union soviétique et de Chine, vient d'être rendue officielle par la publication du rapport que Michel Souslov avait prononcé devant le Comité central du P.C.U.S. le 14 février dernier. Cette publication, venant à la suite de très violentes altercations mutuelles devant des auditoires internationaux non-communistes, marque un nouveau stade de ce conflit, celui de la scission du mouvement communiste international.

La proposition faite dans le même temps par le C.C. du P.C.U.S. de la réunion d'une conférence des partis communistes vise à obtenir une condamnation formelle des communistes chinois et à les isoler. Les conséquences de cette nouvelle étape risquent d'être d'une gravité extrême, et l'on comprend la répugnance de nombreux partis communistes à mettre le doigt dans l'engrenage de l'exclusive et des exclusions.

Cette rupture pouvait-elle être évitée ? Peut-elle être surmontée ? Quel en est le fond réel ? Ces questions se posent sans cesse de plus en plus. Les nouveaux textes n'amènent pas d'éléments fondamentalement nouveaux, mais les nouvelles formulations de vieux thèmes permettent de mieux cerner les divergences réelles. Il est vrai que, pour les dégager, il faut d'abord dépasser les outrances et les injures qui retiennent l'attention et détournent avec écœurement celle de beaucoup. Les accusations les plus violentes elles-mêmes cependant sont à étudier avec attention, elles révèlent en négatif ce que les interlocuteurs ne veulent pas ou ne peuvent pas dire en termes politiques positifs.

Deux textes sont particulièrement révélateurs de la position khrouchtchevienne à la dernière étape de cette crise. D'abord, bien sûr, le discours de Michel Souslov. Mais, à notre avis, le texte aussi, passé beaucoup plus inaperçu, parce que publié en France dans les *Temps modernes*, que Georges Lukas a intitulé : *Contribution au débat entre la Chine et l'Union soviétique*. Avec des préoccupations différentes, adressés à des publics différents, venus d'hommes dont ni le poste ni l'importance respective ne sont comparables, ces textes se recoupent, se complètent et s'éclairent mutuellement.

LES TROIS FORCES DE LA REVOLUTION MONDIALE

Très curieusement, le problème qu'étudie d'abord Souslov dans son rapport, à la suite des Chinois, reprend une discussion du mouvement trotskyste qui a eu ses aboutissements lors du 7^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, avec les thèses sur la *Dialectique actuelle de la révolution mondiale*. Il s'agit de l'étude des trois secteurs actuels de la révolution mondiale et de leur place respective. Notons en passant que ce seul fait, en lui-même, devrait incliner à la réflexion les penseurs qui se lancent dans la recherche théorique renouée du marxisme, et qui, comme Lukacs, (à la suite de Sartre) considèrent que le stalinisme a « arrêté » le marxisme, voire l'a fait regresser ; mais oublie que le marxisme a vécu, loin de ses chaires officielles, grâce à Trotsky, aux trotskystes, et au mouvement de la IV^e Internationale. Michel Souslov reproche aux Chinois de considérer la « révolution de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine » comme la force « la plus importante qui porte un coup direct à l'impérialisme ». Il condamne cette conception comme une révision de la « conception marxiste du rôle historique de la classe ouvrière ». Mais surtout, il considère que le premier secteur de la révolution est consti-

tué par les Etats socialistes, dont l'importance est primordiale pour l'avenir socialiste de l'humanité. A condition d'ajouter que la révolution du « tiers monde » est non seulement nationale, mais de plus en plus sociale, ce que Souslov ne veut pas considérer, au contraire des Chinois, les positions reprochées à ceux-ci sont fort proches des nôtres. A ceci près que les trotskystes ne sauraient accorder une priorité absolue à l'un des secteurs de la révolution, préclément parce que les leçons de la réalité immédiate ne sauraient leur faire oublier, ni les interactions entre différents secteurs, ni le rôle qu'a joué l'existence de l'U.R.S.S., puis des autres Etats ouvriers comme condition des révolutions successives, ni surtout que le rôle reconnu par Marx au prolétariat des pays industriellement avancés n'est pas une vieilleries à réviser sur la base de l'impressionnisme.

Mais le choix que les Russes opposent à celui des Chinois est plus faux encore que ne peut le suggérer sa formulation générale, car, pour ces trois secteurs de la révolution, il ne s'agit pas de « choisir » une évolution objective, mais de déterminer la politique des communistes. Or, c'est là que s'affirme tout le réformisme soviétique, mal couvert par le pavillon léniniste : le rôle « essentiel » du secteur socialiste du monde, et d'abord de l'U.R.S.S., tient selon Souslov à la compétition économique avec l'impérialisme, comme exemple qui « stimule la lutte de classes des travailleurs », « impulse leur activité révolutionnaire ». Sur ce plan, la meilleure réponse à Souslov est donnée par le khrouchtchevien Lukacs, qui montre dans son étude que la concurrence économique ne vaut que par la comparaison de niveaux de vie réels, et que, par ailleurs, l'U.R.S.S. de la disette des années 20 était plus attractive pour les travailleurs que l'U.R.S.S. riche et puissante sous Staline.

En second lieu, quand Souslov écrit : « on est particulièrement indigné de la position du C.C. du P.C.C. vis-à-vis des partis communistes qui mènent la lutte dans les pays capitalistes », nous pourrions être indignés de cette basse démagogie, nous qui savons ce qu'est cette lutte, comme elle tient compte de la priorité marxiste de la nécessaire prise du pouvoir des travailleurs dans les pays avancés, transformés que sont ces partis communistes en opposition de leurs majestés impérialistes, et tournés vers des blocs de collaboration de classes, pour faire passer le pouvoir des mains d'un secteur de la bourgeoisie dans celle d'un autre, promu plus démocratique.

Quant au troisième secteur de la révolution, Souslov ne craint pas d'affirmer que l'U.R.S.S. (les marxistes-léninistes) « ont toujours soutenu et appuyé les insurrections armées contre les colonialistes, contre les régimes tyranniques, ainsi que les guerres de libération des peuples opprimés ». Chacun sait, et ces peuples surtout, qu'il n'en est rien, et que l'aide soviétique vole surtout au secours de la victoire. Mais il s'agit, là encore, d'invoquer d'abord démagogiquement un principe purement théorique, de l'opposer à une ligne chinoise imaginaire de guerre civile généralisée, n'importe où et n'importe quand, tout en se tournant concrètement du côté des gouvernements de bourgeoisie nationale dont Souslov souligne que ce sont eux qui ont accédé au pouvoir dans la plupart des pays libérés, et qu'ils font « une politique anti-impérialiste » : « Lancer dans cette situation le slogan de la lutte armée en tant que moyen universel, signifie causer un double préjudice : désorienter les forces de libération nationale, les détourner de la lutte contre l'impérialisme ». Cette phrase montre clairement que, contre les communistes chinois, les khrouchtcheviens recherchent l'appui
(Suite page 7.)